

n'ont jamais joué leur rôle de norme de conscience pour la très grande majorité des dirigeants politiques, sans distinction de race et de régime politique. Les intérêts et la loi de la jungle ont toujours été les véritables règles qui ont régi les rapports entre les Etats. L'hypocrisie a toujours été la toge des hommes politiques. Elle les présente tous sous l'aspect digne et respectable qu'exige la noblesse de leurs fonctions, mais personne ne sait ce qu'ils portent au-dessous de cette toge. Si c'est un costume ou un simple sous-vêtement, cela ne préoccupe personne, quitte à ce qu'un accident arrive par hasard, comme une bourrasque imprévue, et relève un bout de cette splendide robe, pour que l'opinion suffoquée par l'horreur de la découverte crie enfin au scandale.

Les guerres qui secouent encore aujourd'hui toute la région des Grands Lacs n'échappent pas à cette horrible réalité de l'histoire des hommes. Elles sont à la fois la résultante du choc de la diversité des idées et la convergence des intérêts complices des hommes et des Etats. Pascal a dit dans ses pensées, et avec raison : « *La justice et la vérité sont deux points si subtils que nos instruments sont trop émoussés pour y toucher exactement. S'ils y arrivent, ils cachent la pointe, et appuient autour, plus sur le faux que sur le vrai* » (Pensées, II, 82).

Mais, les nombreux scandales et crimes que s'efforcent d'étouffer aujourd'hui les puissants lobbies politico-financiers des grandes puissances qui endeuillent des centaines de milliers de familles dans cette région d'Afrique finiront par rejaillir demain à la surface du lac des mensonges dans lequel ils sont aujourd'hui enfouis. Cette situation me rappelle les paroles d'un célèbre musicien zaïrois, Kiamwanga alias Vévé, qui a exprimé dans des termes banals et naïfs une vérité profonde et éternelle lorsqu'il a chanté : « *L'homme blanc a réussi à fabriquer le fusil pour tuer l'homme, mais il fut incapable de fabriquer le fusil pour tuer la vérité !* » Car la vérité est inaltérable et indestructible à travers le temps et l'espace. Elle est universelle et éternelle, parce qu'elle est l'attribut principal de Dieu.

« *Qu'on ne s'étonne donc plus de voir les Jésuites calomnieux : il le sont en sûreté de conscience, et de rien on ne peut les empêcher ; puisque par le crédit qu'ils ont dans le monde, ils peuvent calomnier sans craindre la justice des hommes* »

Blaise Pascal : Les Provinciales (14^e lettre)

La mort de Habyarimana : le signe indien ?

Sous un soleil brûlant, dans l'après-midi du 3 avril 1994, deux grands amis s'embrassent par de longues accolades sur le tapis rouge qui orne la passerelle de l'avion présidentiel. « A très bientôt ! », lance Juvénal Habyarimana à Mobutu, avant de s'en-pouffier dans son avion. « Merci et bon voyage ! », lui répond le Maréchal qui est resté sur le tarmac, comme il en avait l'habitude, jusqu'à ce que l'avion de son invité décolle. Il lui adressa les derniers signes d'amitié par de grands gestes, les bras levés, avec son inséparable canne à la main droite, au moment où le Falcon 50 du Président rwandais, piloté par un équipage français, se détachait du sol. Le Maréchal Mobutu était très loin de se douter qu'il venait de dire adieu à son meilleur ami. Il existait en effet entre les deux hommes une très profonde amitié qui n'a pratiquement jamais connue de périodes sombres. Ce qui est plutôt rare dans les rapports entre chefs d'Etat africains, voisins de surcroît.

Le séjour du Président Habyarimana à Gbadolite avait été consacré principalement aux inquiétudes sur sa sécurité physique. Il avait longuement expliqué à son collègue les fortes pressions qu'il subissait de la part de la communauté internationale. Mais, sa grande peur portait sur des « menaces à peine voilées » qu'il recevait, selon ses propres confidences, de la part des Américains et des Belges. « Je ne fais que recevoir des menaces des Américains et des Belges. Ils me demandent chaque jour de lâcher plus, alors que du côté de mes adversaires politiques, ils

n'exigent absolument rien ! », a-t-il répété plusieurs fois à son homologue zairois. Durant tout son séjour, Habyarimana était tendu, nerveux et inquiet. Il se doutait de quelque chose. Il était spécialement venu demander au Maréchal Mobutu de faire le déplacement d'Arusha en Tanzanie où la rencontre des chefs d'Etat de la région était prévue pour traiter justement de la crise rwandaise. Il redoutait une trop grande pression de la coalition de certains voisins, sous la conduite de l'Ougandais Yoweri Museveni, avec les pays occidentaux, dont particulièrement les Etats-Unis et la Belgique.

Lors de leurs entretiens en tête-à-tête, le Président rwandais a dû confier au Maréchal Mobutu son inquiétude sur un complot qui viendrait de Bruxelles. Je l'ai su parce que le Président Mobutu m'a fait venir en plein milieu de leur conversation pour me demander d'aller voir le Président Habyarimana à Kigali, dès notre retour de Tanzanie, en vue de l'aider à examiner et à vérifier d'urgence « des documents contenant des informations importantes sur la menace de sa sécurité »; il s'agissait « d'un complot qui se préparerait contre lui à partir de l'Ouganda, par les Américains et les Belges ». C'est tout ce qui m'a été dit à ce moment-là. Mais le Président rwandais a réagi en suggérant que, de Tanzanie, je revienne avec lui directement à Kigali, pour gagner du temps. « La situation est très grave et très urgente », insista-t-il avec beaucoup de sérieux. Le Président Mobutu accepta la proposition. J'étais donc ainsi « programmé » pour prendre le vol de la mort avec Habyarimana.

J'ai voulu les quitter lorsque le Maréchal Mobutu m'interpella de nouveau pour me demander d'étudier avec le commandant de son avion la possibilité d'un trajet aérien entre Gbadolite et Arusha, aller et retour, sans survoler le Rwanda. Je l'ai fixé, très étonné, puis je me suis tourné vers le Président Habyarimana en demandant : « Le Rwanda nous refuse le droit de survol, Monsieur le Président ? » « Non ! », me répondit le Maréchal Mobutu, « Il ne manquerait plus que ça ! Il s'agit plutôt de la présence des troupes belges qui ont investi Kigali avec des avions et

des missiles sophistiqués sol-air, dont on ne voit aucun rapport direct avec leur mission au Rwanda. Ils sont capables de tout, ces gens-là, surtout quand il s'agit de ma tête ! » Je n'ai pas bronché, l'atmosphère n'était pas à la fête. Les deux hommes avaient l'air grave et préoccupé. Quelles révélations et quelles confidences Habyarimana avait-il faites à Mobutu ? Nous ne le saurons jamais totalement. Le Maréchal n'a jamais voulu les livrer.

Après le départ du Président rwandais, j'ai réuni mes deux proches collaborateurs pour analyser les risques que comportait ce déplacement du Maréchal en Tanzanie. Nous avons abouti à la conclusion que le Président Mobutu devait renoncer à ce voyage, d'autant plus qu'aucune équipe de sécurité ne l'avait précédé pour le balisage du terrain. Et puis, les risques de sécurité étaient très élevés, car l'atmosphère politique dans la région était fort tendue.

Le soir venu, nous sommes allés à sa résidence de Kawele lui présenter nos observations et notre proposition concernant l'invitation de son homologue rwandais à se rendre en Tanzanie. Le Maréchal adhéra sans hésitation à notre analyse, d'autant plus qu'il n'était pas personnellement chaud pour effectuer ce déplacement. Intuition ou pressentiment ? Notre suggestion sembla plutôt le soulager. Parce qu'il me dit immédiatement : « Dans ce cas, nous maintenons notre programme initial. Vous me précédez dès demain matin chez vous. Moi, j'arrive le lendemain vers 16 heures. » Le Maréchal avait programmé une visite de travail et d'inspection à Abuzi, le chef-lieu de ma collectivité, mon lieu natal, situé à 275 km de Gbadolite. C'était la première visite du Président Mobutu depuis l'enterrement du Général Bobozo il y a plus de quinze ans ! C'était donc un grand événement pour les gens de la collectivité.

Le Maréchal arrivait à ses rendez-vous avec la précision d'une montre suisse. La ponctualité était l'une de ses qualités bien reconnues de tout le monde. L'accueil très chaleureux de la part de la population locale fut au-delà de ses attentes. Après les cérémonies d'accueil, le Maréchal fut installé dans la partie prin-

ci pale de ma résidence privée, tandis que mon épouse et moi avons occupé l'appartement réservé à nos hôtes de marque. Le lendemain, le Maréchal a connu une journée extrêmement chargée d'audiences et de visite des lieux. Il reçut dans le salon de la résidence, les ambassadeurs des Etats-Unis et de Libye ainsi que l'envoyé spécial du Président Pascal Lissouba du Congo, tous trois conduits par le ministre des Affaires étrangères Honoré Mpinga. Le Maréchal Mobutu aimait travailler dans la nature et en déplacement.

Le soir venu, nous avons partagé le dîner dans une atmosphère de détente et de blague. Le Président Mobutu raffolait de blagues au cours des repas. Il détestait prendre ses repas seul. Après le dîner, le Maréchal me fit signe qu'il se retirait dans sa chambre à coucher. Je suis resté un moment à la véranda en train de méditer la bible. Quelques minutes après, alors que j'étais plongé dans ma méditation, mon cœur a failli s'arrêter de battre : j'entendis le Président crier mon nom très fort en courant vers la sortie. J'ai cru qu'il avait vu un serpent, car nous étions en pleine forêt équatoriale où, malgré toutes les précautions, il arrivait de temps en temps de recevoir la visite indésirable de ces reptiles dangereux. Et le serpent était parmi les choses que le Maréchal Mobutu redoutait le plus au monde !

Je bondis de ma chaise et courus à sa rencontre. Nous avons failli nous télescoper à la grande porte. Le Président sortit en courant, les yeux hagards et me cria en lingala : « *Babomi yee ! Bato oyo babomi yee !* », ce qui veut dire : « Ils l'ont tué ! Ces gens l'ont assassiné ! ». J'étais tétanisé et je n'ai su poser aucune question. Il me fallait une petite transition entre « mon serpent » et un assassinat. Le Maréchal a dû lire le trouble dans mes yeux. Alors, il ajouta : « Ils viennent d'abattre Habyarimana il y a à peine vingt minutes. Kimbulu vient tout juste de me téléphoner de Bruxelles. Ils ont abattu son avion en vol avec des missiles ! Tu te souviens ? Des missiles ! » Mon sang se glaça tout d'un coup, et en quelques secondes seulement, toute la scène de l'entretien de Gbadolite défila sous mes yeux. Je devais prendre place à bord

de cet avion ! » Vous avez fait une très bonne évaluation. Nous avons bien fait d'amuser ce voyage. Figurez-vous que mon opérateur à Gbadolite m'a informé que Habyarimana a appelé encore ce matin pour insister que je fasse le déplacement de Tanzanie, que je ne l'abandonne pas ! » Un long silence tomba. « *Les grandes douleurs sont muettes* » (Sénèque)

Le temps de reprendre mes esprits et de me retourner vers le Maréchal, je vis les larmes couler de ses yeux... J'ai pris mon téléphone et j'ai appelé notre ambassadeur à Kigali. Je lui ai demandé la confirmation de la mort du Président Habyarimana et l'évolution de la situation exacte sur le terrain. Il me répondit en criant dans son combiné : « Impossible de vous dire exactement ce qui se passe ! Ça tire de partout, ici ! Il semble que le Président Habyarimana ne soit pas mort et que sa garde présidentielle fasse mouvement vers l'aéroport ! Mais rien n'est sûr ici ! Impossible de mettre le nez dehors car ça siffle de partout ! » J'entendais effectivement le bruit des tirs d'armes au loin. J'ai rapporté au Maréchal les propos de l'ambassadeur. Mais il ne me regarda pas. Ses yeux fixaient la nuit étoilée comme pour y lire le destin. Il me répondit très calmement, mais avec une assurance qui rejette tout doute : « Ngbanda ! Ils l'ont tué ! Je connais bien ces salauds ! Habyarimana ne pouvait pas leur échapper... Maintenant, c'est trop tard ! » Le Président Mobutu était visiblement secoué et profondément ébranlé. Il pleurait en silence. La voix d'André Malraux retentit dans mon esprit : « *J'ai appris qu'une vie ne vaut rien, mais que rien ne vaut une vie !* » Mobutu souffrait en silence la disparition d'un être cher et fidèle. Bien qu'il en ait déjà connu d'autres.

Qu'est-ce que son ami lui avait exactement confié à Gbadolite au sujet de cette menace ? Je n'ai pas pu m'empêcher de lui poser la question. Mais le Président m'a regardé longuement, puis il m'a répondu d'une voix grave et réflexive : « C'est le signe indien ! C'est mauvais, ce qui vient d'arriver. C'est le début d'une longue histoire. Une mauvaise histoire. C'est le déclenchement de la déstabilisation de toute l'Afrique centrale

pour de longues années. Je ne sais pas si nous nous en remettrons... Je ne sais pas s'ils s'arrêteront là... ! Je ne sais pas s'ils lâcheront le morceau... ! » Je ne savais plus s'il me répondait ou s'il se parlait à lui-même, réfléchissant à haute voix.

Malgré mon insistance, le Maréchal n'a pas voulu me livrer les secrets de leurs entretiens. Mais j'ai compris néanmoins, à travers ses propos et ses réponses voilés, qu'il avait lu à travers la mort de Habyarimana un très mauvais signe pour lui-même et pour toute la région des Grands Lacs : le signe indien, comme lui même l'a qualifié. La suite des événements confirma son pressentiment.

Cette nuit est inoubliable pour moi. Elle fut longue et pénible. Ce fut pour moi la nuit de la vérité, car beaucoup de choses que le Maréchal m'a confiées cette nuit-là, hormis les confidences de Habyarimana, se sont confirmées avec le temps. Il en savait sûrement plus que ce qu'il m'avait dit. « Je me battrais pour que la vérité sur la mort de Habyarimana soit connue du monde entier. Il faut une enquête internationale à ce sujet. C'est la seule façon d'arrêter le plan diabolique de ces gens ! », avait-il dit en guise de conclusion à ses réflexions. Cette nuit-là, il a parlé avec beaucoup d'allégories et de métaphores. Tous ceux qui ont connu Mobutu de très près savent qu'il était un grand visionnaire de géopolitique africaine et mondiale.

Nous sommes restés assis face à face, autour de la petite table de lecture, pendant plus de deux heures, analysant le grave événement qui venait d'arriver, essayant de projeter tant bien que mal ses conséquences sur l'avenir du Rwanda et de toute la région des Grands Lacs et de l'Afrique centrale. Nos réflexions étaient souvent entrecoupées par des moments de silence lourd et douloureux. Le Maréchal continuait à pleurer en silence, son mouchoir à la main.

Lorsqu'à 23h30, nous avons reçu de Kigali la confirmation définitive de la mort du Président Habyarimana, le Maréchal Mobutu décida d'interrompre son séjour et de rentrer à Gbadolite dès le lendemain matin. Il me demanda d'instruire les services

pour prendre toutes les dispositions nécessaires. Il quitta Abuzi, le lendemain à 10 heures, sans aucune disposition protocolaire. Il me demanda de l'excuser auprès de la population d'Abuzi pour son brusque départ. Il n'avait pas la mine à se présenter devant elle : il avait pleuré presque toute la nuit.

Deux jours après, nous avons rejoint le Président à Gbadolite. Et cette fois, nous avons trouvé un homme politique sur le pied de guerre. Avec le Directeur de cabinet Vunduawe, nous fîmes avec lui une très longue évaluation de la situation. Notre ambassadeur à Kigali venait de nous annoncer les tueries qui se déroulaient dans la ville, et demandait l'autorisation de quitter Kigali à la toute première occasion car, disait-il, « l'insécurité est totale et les règlements de compte prennent des proportions inquiétantes ». Nous étions loin d'imaginer que le génocide le plus sanglant de l'histoire d'Afrique venait de commencer à côté de nous.

Le Président me demanda ce jour-là de m'occuper en priorité de l'évolution de la situation à l'Est du pays. « C'est une tempête qui risque de nous causer beaucoup de dégâts », dit-il en concluant notre séance de travail. Il ne croyait pas si bien dire. Ce fut effectivement le début de la tempête qui a fini par l'emporter définitivement. Le Maréchal Mobutu connaissait le dossier des conflits dans la région des Grands Lacs mieux que quiconque. Il en avait pénétré les secrets, les méandres, il savait flairer les susceptibilités des protagonistes, et il redoutait plus que tout le monde les conséquences d'une explosion. Un jour, il dit aux Présidents Habyarimana et Buyoya : « La tension des Grands Lacs est plus redoutable que l'éruption de tous les volcans de la région. Car les laves des volcans détruiront seulement une partie de la région, tandis que l'éclatement du conflit des Grands Lacs embrasera toute l'Afrique centrale, orientale et australe. Il n'épargnera personne. » Nous étions alors en 1988.

C'est ainsi que Mobutu s'était investi entièrement et sincèrement dans la solution pacifique du conflit rwandais. Bien qu'ami de Habyarimana, il a reçu ses frères ennemis du FPR (Front

Patriotique Rwandais) plusieurs fois à Gbadolite, où nous avons eu de longues séances de travail avec eux, parfois jusque tard la nuit, à la recherche d'une solution pacifique au conflit qui déchirait le Rwanda. L'actuel Président de la République rwandaise, Pasteur Bizimungu, qui était le chef de la délégation du FPR lors de ces négociations, ne me contredira pas lorsque j'affirme que les membres de sa délégation avaient fini par sympathiser avec le Président Mobutu, qu'ils appelaient tous « Grand frère ». Il les recevait même lors de ses déplacements à l'extérieur du pays. Et les conseils qu'il prodiguait à son ami Habyarimana n'étaient pas toujours pour lui plaire. Plusieurs fois, j'ai été chargé de lui amener les messages du Président Mobutu lui conseillant la tolérance et l'ouverture dans le conflit qui l'opposait à ses frères du FPR. Plus d'une fois, il a tenté de lui faire comprendre la pertinence des thèses et points de vue défendus par ses frères ennemis du FPR. Contrairement à l'opinion largement répandue, le Maréchal Mobutu avait exercé pendant des années une très forte pression sur Habyarimana dans la direction de la réconciliation nationale de tous les Rwandais, sans exclusion. Mais il savait aussi qu'une disparition brusque, politique ou physique de Habyarimana entraînerait des conséquences désastreuses pour le Rwanda et pour toute la région. Voilà pourquoi il avait volé au secours du Président Habyarimana, chaque fois qu'il était menacé. L'amitié n'était donc pas la seule raison, comme d'aucuns l'ont fait croire.

Le Maréchal Mobutu n'a pas hésité devant toutes les initiatives pouvant conduire à une solution pacifique du conflit rwandais, même après la mort du Président Habyarimana. Il a répondu à l'invitation d'anciens parlementaires allemands pour y rencontrer Yoweri Museveni et Paul Kagame. Seul le premier répondit au rendez-vous, mais en refusant de passer la nuit dans le même hôtel que le Président Mobutu, comme les organisateurs allemands l'avaient prévu. Le président ougandais s'est choisi un hôtel à plus de 100 km du lieu de la réunion, parce que ses services l'avaient prévenu que Mobutu avait programmé de l'assassiner dans cet hôtel, dont la sécurité était pourtant sous la responsabilité totale des services allemands.

Mobutu s'est aussi investi dans l'offre de bons offices de la Fondation Carter, au point qu'il en était devenu le véritable promoteur. Plusieurs fois, j'ai porté des messages personnels du Maréchal au Président Bizimungu et au Vice-président Kagame pour tâcher de trouver des solutions pacifiques au conflit qui déchirait la région. Plus de deux fois, les rendez-vous fixés pour une rencontre entre Mobutu et Kagame ont été annulés par ce dernier, à la dernière minute, sans explication.

Le Président Mobutu n'était pas dupe, il se doutait bien de l'ampleur des dégâts qu'allait provoquer dans la région la haine qui rongait les frères rwandais. Cette haine qui poussait les responsables du FPR à pourchasser le cadavre de Habyarimana au point de tirer avec des missiles sur l'avion décollant de Goma vers Kinshasa avec les restes du Président défunt ! Lorsqu'il apprit ce qui s'était passé, Mobutu, estomaqué, s'écria : « Jusqu'où ira leur haine ? Ils veulent tuer un mort ? » Blaise de Monluc n'a-t-il pas dit : « *Il faut être cruel souvent pour venir à bout de son ennemi* » ? (Commentaires, livre 3).

Si le Maréchal Mobutu tenait beaucoup à la stabilité de son collègue et ami Habyarimana, ce n'était pas uniquement à cause de l'amitié que les deux hommes se vouaient sincèrement, mais c'était surtout dû à ce que Habyarimana représentait, à ses yeux comme garantie dans l'équilibre instable de la région des Grands Lacs. En effet, Habyarimana était seul capable, du moins pour cette période, de contenir la pression des extrémistes hutus rwandais qui refusaient toute intégration de la communauté tutsi dans la vie nationale. Le Président Habyarimana s'est trouvé constamment entre l'enclume et le marteau. D'un côté, il devait tenir compte des extrémistes hutus dans son armée et dans ses services de sécurité, pour ne pas trop céder, et trop vite, au péril de sa vie, tandis que de l'autre côté, il devait se rendre à l'évidence d'une nécessité impérieuse d'ouverture vis-à-vis de la minorité tutsi dans le pays et en exil et qui, forte de l'appui de l'Ouganda et de l'Occident, menaçait son pouvoir.

Déjà, en 1988 à Goma, les Présidents Mobutu et

Habyarimana nous firent participer à leurs entretiens pendant plus de deux heures. Mon collègue rwandais Augustin Nduwayezu et moi-même, tous deux responsables des services de sécurité et de renseignement, avons eu le privilège de partager un débat très houleux entre les deux chefs d'Etat. Mobutu avait mis tout son talent d'orateur pour démontrer à son collègue l'absolue nécessité de négocier avec l'opposition armée tutsi basée en Ouganda avant qu'il ne soit trop tard. Habyarimana essayait de démontrer à Mobutu l'impossibilité de cohabitation avec « ces gens », à cause de la haine populaire et de la « mauvaise intention des tutsi qui ne rêvent que de reprendre le pouvoir qu'ils ont perdu et à asservir le peuple hutu comme pendant la colonisation. Si je cède aujourd'hui sur ce point, comme vous me le demandez, ce sont les miens qui m'abattront les premiers [ce disant, il tourna son regard sans équivoque dans la direction de mon collègue Nduwayezu]. Le problème est plus complexe et plus profond que vous l'imaginez. Vous ne pouvez pas le comprendre. Il faut le vivre ! », répliqua Habyarimana aux insistances de Mobutu.

A un moment donné de la discussion, j'ai dû m'adresser au Président Mobutu en lingala, l'une de nos quatre langues nationales, pour lui faire remarquer que j'avais la nette impression qu'il y avait là un dialogue de sourds : il suivait une logique de stratégie et de stabilité régionale à moyen et à long terme, tandis que son homologue rwandais tablait sur des préjugés d'une longue tradition de haine et de méfiance entre les deux communautés ethniques, avec comme seul objectif immédiat la survie. Je lui proposai de suspendre les discussions parce que je commençai à percevoir des signes d'agacement et d'énervement chez son interlocuteur. L'entretien fut interrompu à ce niveau sans que les deux Présidents ne s'entendent.

Je rappelle ces détails dont j'ai été personnellement témoin pour le besoin de l'histoire. Car beaucoup d'observateurs lointains n'ont retenu des deux hommes que leur amitié. Et l'opinion a fait d'eux des complices. Mais il y avait plus que cela. Habyarimana écoutait beaucoup Mobutu, et celui-ci l'influencait

notamment dans le sens de la modération et de l'ouverture vis-à-vis de ses « frères ennemis ». Autrement, Habyarimana aurait considéré les nombreux contacts que Mobutu prenait avec la rébellion tutsi du FPR comme une trahison, et il en aurait pris ombrage. Ce qui ne fut pas le cas. La mort subite de Habyarimana a totalement désarçonné Mobutu. Il ne le cachait pas, car il affirmait très clairement qu'il venait de perdre là l'homme clé pour trouver toute solution pacifique au Rwanda, qu'il considérait comme le volcan de la région. Les faits lui ont donné raison. La digue était rompue, libérant la lave des volcans.

Ceux qui ont planifié l'assassinat de Habyarimana ont, pour le Maréchal Mobutu, consciemment ou non, joué le jeu des extrémistes hutus, auteurs des horribles massacres que le monde déplore aujourd'hui, et qui n'honorent pas l'humanité. L'élimination brutale du Président Habyarimana a fourni un très bon prétexte aux extrémistes et leur a permis de drainer facilement derrière eux toute une ethnie désemparée et révoltée par l'assassinat de leur leader. Voilà pourquoi le Maréchal Mobutu a réclamé en vain jusqu'à sa mort une enquête internationale pour élucider les circonstances de la mort de Habyarimana, parce qu'il a toujours considéré ses assassins comme de co-responsables du génocide. Il en savait sûrement plus à travers les dernières confidences de son collègue rwandais. Il a défendu cette thèse devant les dirigeants politiques occidentaux, et devant le Secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros Ghali à New York, lors de la célébration du cinquantenaire de l'ONU. J'étais présent.

Il est difficile, insistait-il, que les Rwandais puissent opérer avec des missiles qu'ils ne possédaient d'ailleurs pas, dans les rayons de l'aéroport de Kigali, bien tenu par les Casques Bleus belges. Et lorsque nous savons aujourd'hui que des preuves existent et confirment que les gouvernements des pays occidentaux dont les troupes étaient basées à Kigali connaissaient le plan des préparatifs du génocide, la requête du Président Mobutu prend toute son importance. Même après sa mort.

Le Maréchal Mobutu a toujours établi avec beaucoup de

conviction un lien direct entre les assassins du Président Habyarimana et les responsables de l'horrible génocide qui déclencha sa mort. Aujourd'hui plus que jamais, les faits commencent à lui donner raison. Les récentes révélations confirment que les responsables des troupes occidentales de l'ONU étaient bel et bien au courant des préparatifs du génocide. Leurs gouvernements en étaient informés. Le commandant des forces de l'ONU avait même localisé les caches d'armes et avait demandé l'autorisation de les saisir. Cette autorisation lui fut refusée.

Par ailleurs, l'examen des circonstances de l'assassinat tend à désigner les troupes de l'ONU basées à l'aéroport de Kigali comme étant les auteurs présumés de cet assassinat. Une question se pose alors : si ceux qui ont assassiné Habyarimana étaient aussi au courant de la planification du génocide, comment peut-on dissocier leur responsabilité de celle des auteurs du génocide, tant il est évident que l'assassinat de Habyarimana est le détonateur prémédité de cet horrible fléau de l'histoire de l'humanité ?

Mobutu n'avait-il pas raison d'insister sur l'absolu nécessité d'enquêter sur l'assassinat du Président rwandais ? Pourquoi ce long silence gênant de la communauté internationale sur cet important élément lié au crime le plus abject contre l'humanité ? Pourquoi ne pas y déployer les mêmes moyens puissants qu'on a vus contre l'Irak pour protéger la dignité et la sécurité des vies humaines, pour autant que toutes les vies humaines aient la même valeur aux yeux de tous ?

Les pays occidentaux concernés commencent enfin, quoique timidement, à sortir de leur silence pour faire leur examen de conscience ; nous espérons qu'ils ne s'arrêteront pas en chemin. Car leurs consciences ne seront jamais en paix devant les interrogations de l'histoire si cet élément capital, qui fut la cause immédiate du drame, n'était pas élucidé. Pouvons-nous espérer que la justice universelle et imposable à tous les hommes, sans distinction de race et de rang social, sonde un jour ce macabre mystère ?

Mais nous vivons dans un monde où seuls les faibles et les pauvres ont tort. Les vrais loups ne se mangent jamais entre eux.

Il est plus facile de traquer les « génocidaires hutus » dans les futaies africaines que d'interpeller, dans les puissantes capitales occidentales, ceux qui leur ont préparé le terrain et ont mis le feu aux poudres. Mais, l'histoire est têtue, comme la vérité ; elle finit tôt ou tard par déterrer ses morts pour en réclamer la justice. Les récents procès de Maurice Papon, la mise à mort de Klaus Barbie ainsi que de nombreux procès des autres criminels de guerre de 1940-45 auraient dû nous enseigner. Mais hélas !

« Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir »

La Fontaine (Les animaux malades de la peste)

Paul Kagame : faire d'une pierre deux coups

La mort brutale du Président Habyarimana a été une catastrophe pour le Zaïre de Mobutu à tout point de vue. En plus de deux millions de réfugiés rwandais qui ont littéralement envahi toute la région de l'Est, ravageant la faune ainsi que les richesses touristiques de cette splendide région que d'aucuns appelaient si fièrement la « Suisse d'Afrique », il y a eu un phénomène rare dans l'histoire politique des Etats : le gouvernement et l'armée rwandais ont traversé la frontière en emmenant avec eux l'Etat rwandais dans un autre Etat ! En effet, le gouvernement rwandais de Juvénal Habyarimana a emporté avec lui la Banque centrale, les documents des services de l'administration publique et des cabinets des ministères, les bus de transport en commun et les véhicules officiels, les appareils de télécommunication, tandis que toute les Forces Armées Rwandaises (FAR) ont simplement déménagé du territoire rwandais pour venir s'installer au Zaïre. L'Afrique a encore beaucoup à apprendre de la culture politique de la gestion de la *res publica*...

Ce fut pratiquement une invasion du Zaïre par une armée en fuite. Plus de trois quarts des équipements militaires des FAR ont été emportés avec les troupes en fuite qui avaient en face d'elles, à leur entrée à Goma, des unités des Forces Armées Zaïroises (FAZ) nettement inférieures en hommes et en équipement, pour procéder au désarmement des fuyards. La conséquence en fut que bon nombre des militaires des FAR se replièrent avec des armes individuelles dans les forêts des montagnes qu'ils connaissaient d'ailleurs très bien, pour y cacher leurs armes et se confondre ensuite avec des centaines des milliers des réfugiés civils. Toutefois, une quantité énorme d'armes individuelles, de munitions, d'armes lourdes et d'engins de combat très modernes a été récupérée, de gré ou de force, par les éléments des FAZ envoyés en renfort dans la région pour faire face à cette situation d'insécurité.

Trois mois après l'événement, j'ai effectué une visite de travail, à la demande du chef de l'Etat, pour lui faire le point de la situation sur l'insécurité, le climat de tension, et les rumeurs de trafic d'armes dans la région. J'ai ainsi visité le camp militaire de Goma où étaient entreposé le matériel militaire rwandais. Il m'a fallu toute une journée pour visiter cet arsenal riche et diversifié : toute la cour était couverte d'engins lourds et modernes. Beaucoup d'entre eux n'avaient jamais été utilisés. J'ai été même surpris de voir des chars amphibies très modernes. Des hangars entiers étaient pleins de centaines de milliers de fusils de toutes sortes, tandis que trois bâtiments étaient pleins de munitions.

Devant mon émotion, car la quantité était réellement impressionnante, le Général Tembele qui me guidait me dit : « Monsieur le Conseiller Spécial, je vous vois très ému, mais vous n'avez rien vu ! Si vous étiez venu plus tôt, vous seriez encore plus ébloui. Les Généraux Eluki et Baramoto ont évacué sur Kisangani près du double de ce que vous voyez ici. Y compris des hélicoptères et des véhicules blindés ! »

À mon retour de mission, j'ai mentionné cet élément au

Président de la République. Je lui ai suggéré la création d'une commission mixte de l'armée, du gouvernement, des services spécialisés de sécurité et de renseignements, de la justice et du parlement, en vue d'inventorier et de gérer le dossier de cet important matériel militaire rwandais. Car j'avais la présomption que la tentation de trafic de ce matériel allait être grande, compte tenu surtout de la mentalité mercantile de nos Généraux. Le Président accepta la suggestion avec chaleur. Mais il se heurta à l'opposition farouche des Généraux qui avaient accaparé ce dossier et refusaient tout regard extérieur, sous le fallacieux prétexte du secret militaire qui n'en était pas un !

La vérité que cachait ce prétendu secret militaire a explosé trois ans plus tard lorsque la guerre éclata. Les Généraux ont crié au manque de véhicules, d'équipements, de munitions, de fusils... de tout. Mais où est donc passé l'impressionnant arsenal rwandais ? Car la liste de ce qui a été remis aux autorités rwandaises du FPR par le ministre de la Défense Mavua était dérisoire, par rapport à ce qui avait été saisi. Ce détail a beaucoup secoué le Maréchal Mobutu et a pesé sur sa décision de changer le commandement de l'armée en décembre 1996, dès le lendemain de son retour triomphal de Nice. Nous y reviendrons plus en détails, car ce sont là les causes profondes et lointaines qui cachent les raisons de la débâcle des Forces Armées Zaïroises.

Ce climat de tension, de suspicion, d'insécurité était une mine pour le Vice-président rwandais Paul Kagame. Il lui offrait une bonne occasion de réaliser un double objectif qui constitue son rêve politique de tous les temps : se débarrasser de l'armée et de l'intelligentsia hutu d'une part, et étendre l'espace rwandais sur des terres fertiles de l'Est du Zaïre que tout dirigeant rwandais, hutu ou tutsi, a toujours convoitées d'autre part.

Le Président Mobutu savait que le retour des réfugiés hutu au Rwanda n'arrangeait pas Kagame. Il en avait la preuve. Lorsque le Président Bizimungu est venu rencontrer le Maréchal Mobutu à Maurice et ensuite à Gbadolite, quelques mois après la prise de pouvoir par le FPR, le Président Mobutu lui a dit clairement :

« Bizimungu, vous vous êtes plaints auprès de moi pendant des années du refus de Habyarimana de vous laisser regagner paisiblement votre pays. Vous n'étiez pas des civils, mais des militaires en combat. Aujourd'hui, ne tombez pas dans la même erreur que votre prédécesseur. Ouvrez la porte à vos concitoyens pour qu'ils rentrent, et gérez vos problèmes à l'intérieur de votre territoire. » C'était le credo rappelé par Mobutu à Jimmy Carter, à Jacques Chirac, à Aldo Ajello, à Yoweri Museveni, à Boutros Boutros Ghali, à Nelson Mandela, et à tant d'autres interlocuteurs à qui il a eu à exprimer son point de vue. Il n'était écouté que d'une oreille.

Ainsi, lors de la visite du Président Bizimungu à Gbadolite, répondant aux critiques du Rwanda qui accusait le Zaïre d'héberger des génocidaires cherchant à renverser le pouvoir à Kigali avec l'appui du Zaïre pour parachever le génocide, le Président Mobutu excédé, proposa à son homologue rwandais la solution suivante pour mettre définitivement fin à cette confusion. Il lui dit : « Le Zaïre n'a pas invité les Rwandais sur son territoire. Parce que vous persistez à croire que nous soutenons les ex-FAR pour vous renverser, je vous propose la solution suivante pour mettre définitivement fin à cette situation : primo, nous décidons le retour libre de tous les réfugiés rwandais dans leur pays ; secundo, pour éviter l'infiltration des ex-FAR, je propose au Rwanda d'accepter de créer une zone franche d'accueil : cette zone sera sous le contrôle de la communauté internationale pour garantir la sécurité des réfugiés et favoriser leur retour volontaire et massif ; tertio, le Rwanda pourra procéder au triage des réfugiés, avec l'aide de la communauté internationale pour leur insertion dans la vie normale ; quarto, ceux des réfugiés qui refuseront de rentrer au Rwanda dans ces conditions, le Zaïre s'engage, avec l'aide du HCR, à les éloigner de la frontière ou à leur demander de quitter le territoire zaïrois. »

Après examen de ces propositions, le Président Bizimungu en accepta les termes. Le Maréchal Mobutu nous chargea, le Directeur de son cabinet Vunduawe et moi, d'en rédiger le texte

qui fut remis au Président Bizimungu avant son départ pour Kigali. Il promit au Président Mobutu de lui communiquer un calendrier concret pour l'application rapide de ce schéma. Le Maréchal me demanda de communiquer ce schéma en quatre points aux ambassadeurs des Etats-Unis, de France et de l'Union européenne. Il confirma lui-même ce schéma à l'envoyé spécial de l'Union européenne pour les pays des Grands Lacs, l'ambassadeur Aldo Ajello, lors de l'audience qu'il lui accordera, quelques jours plus tard à Gbadolite.

Mais trois semaines après, il n'y avait toujours aucun signe de la part du Président Bizimungu. Le Maréchal décida alors de m'envoyer auprès de lui pour connaître les détails du calendrier promis. Le Président Mobutu voulait accélérer le processus, car il était sous la forte pression du gouvernement Kengo qui venait de décider le retour forcé de tous les réfugiés rwandais dans leur pays d'origine, excédé par les critiques et les accusations mensongères du nouveau gouvernement du Rwanda, qui avait déployé toute sa puissante machine de propagande à l'ONU et en Occident pour culpabiliser le Zaïre.

Signe des temps, pour me recevoir, le Président Bizimungu était entouré de quatre conseillers de son Vice-président Kagame. Lors de cette audience, je n'ai plus reconnu le rassurant Président Bizimungu que nous avions rencontré à Gbadolite quelques semaines auparavant. Le Président rwandais était brusquement frappé d'amnésie ! Il ne se souvenait plus du résultat des entretiens de Gbadolite, moins encore de ses propres promesses au sujet du calendrier du déroulement de l'opération du retour des réfugiés. Lorsque j'ai sorti de ma mallette le document qui lui fut remis naguère à Gbadolite, pour lui rafraîchir la mémoire, c'est l'un des conseillers de Kagame qui bondit de sa chaise pour arracher le papier de ma main, comme si c'était une bombe que je présentais au Président ! Il tendit le document à un autre conseiller qui le lit calmement, et me répondit, sans même jeter un coup d'œil à son Président : « Nous ne pouvons pas accepter une telle solution. Nous ne voulons pas infiltrer les génocidaires chez nous

pour reprendre leurs crimes ! » Je lui fis remarquer que c'était la une décision des chefs d'État et qu'il n'appartenait pas aux simples conseillers que nous étions de décider de leur modification. Mais mon interlocuteur me répondit sans sourciller : « Eh bien, moi je vous précise que c'est la décision de notre Président ! ». Lequel ? J'ai compris qu'il ne valait pas la peine d'insister. La situation était trop claire : le centre de décision était ailleurs.

J'en fis rapport au Président Mobutu et je lui suggérai d'établir un contact direct avec le Vice-président Paul Kagame, s'il voulait arriver à un accord réel et durable avec le Rwanda au sujet des réfugiés. Le Président accepta et me renvoya avec un autre message pour le Vice-président Kagame. Il m'a reçu avec beaucoup de gentillesse et de simplicité. Mais ses prises de position m'ont tout de suite révélé la dureté, l'opiniâtreté et l'intransigeance de cet homme pour la défense des intérêts de la communauté tutsi face au danger hutu. Il accepta l'invitation du Maréchal Mobutu et me promit qu'il viendrait à Gbadolite dans les dix jours qui suivaient. Mais le Vice-président rwandais décommandera sa visite le lendemain de son retour de Kumpala, où il s'était longuement entretenu avec le Président Museveni. Comprenez qui pourra.

De son côté, le gouvernement Kengo était très conscient du piège que constituait la présence des réfugiés rwandais sur notre territoire, et de l'usage nuisible que Museveni et Kagame comptaient en faire. Ainsi, ce gouvernement a-t-il déployé des efforts oh ! combien louables pour résoudre ce problème de réfugiés. Mais une fois de plus, la rivalité sournoise entre Kengo et Mobutu n'a pas permis une bonne concertation et une bonne coordination des actions menées en vue d'éradiquer ce fléau qui se développait dangereusement sous nos yeux.

Le gouvernement zaïrois avait multiplié les rencontres avec les autorités du Rwanda pour obtenir le retour rapide des réfugiés rwandais dans leur pays d'origine. Quelques dates illustrent suffisamment cette volonté. Le 1^{er} septembre 1994, une rencontre

bilatérale des ministres de l'Intérieur et de la Défense des deux gouvernements décida la création de trois sous-commissions mixtes chargées des biens, du rapatriement des réfugiés et de la sécurité mutuelle. Mais, chose très curieuse, le gouvernement du Rwanda déclara très clairement qu'il fallait d'abord traiter de la restitution des biens qui, pour lui, était plus importante que le retour des réfugiés. Ce fut alors la pierre d'achoppement de l'application de toutes les bonnes décisions. Car, pour le gouvernement zaïrois, il était inconcevable de traiter des biens en dehors du retour des réfugiés rwandais, qui constituait le nœud gordien du problème.

Le 24 octobre 1994, à l'initiative du gouvernement zaïrois, un accord tripartite, Zaïre-Rwanda-HCR, fut signé à Kinshasa pour le rapatriement des réfugiés rwandais dans leur pays. Mais les autorités rwandaises multiplièrent immédiatement après des campagnes d'intimidation contre les génocidaires hutus qui tentaient de rentrer au Rwanda. Devant ce comportement malhonnête du gouvernement du Rwanda, le Zaïre convoqua une nouvelle rencontre, le 25 septembre 1995, suivie d'une autre le 20 décembre 1995. Une fois de plus, un accord fut signé entre le Zaïre, le Rwanda et le HCR pour activer l'exécution du programme du rapatriement des réfugiés, et cette fois avec les mesures incitatives nécessaires. Mais rien n'y fit.

Le 22 août 1996, à la suite de la visite de travail du Premier ministre Kengo à Kigali, un accord fut signé avec les autorités rwandaises en vue de réactiver les sous-commissions créées le 1^{er} septembre 1994 à Goma et le 10 juin 1994 à Bujumbura. Mais cet accord, comme les précédents, resta lettre morte.

Paul Kagame poursuivait un objectif précis. Il était aidé en cela par le silence et l'indifférence de la communauté internationale à l'égard du danger et des dégâts que représentait la présence massive et prolongée des réfugiés rwandais sur le territoire zaïrois. Cette invasion de près de deux millions de réfugiés avait provoqué la destruction de l'éco-système et des infrastructures de base : écoles, hôpitaux, routes, sources d'eau potable, pères et

réserves d'animaux... L'agriculture et l'élevage, qui constituaient la base de l'économie du Nord et du Sud Kivu, furent complètement dévastés, provoquant la colère des autochtones qui se révoltèrent contre l'autorité politico-administrative pour avoir abandonné leur terre aux « envahisseurs ». La tension monta chaque jour, répondant ainsi aux prévisions de Kagame et de Museveni, qui multipliaient de leur côté les accusations contre le Zaïre, lui imputant la responsabilité d'entretenir sur son territoire les ex-FAR et les Interhamwe en vue de reconquérir le pouvoir et de poursuivre le plan de génocide.

Contre ces allégations, le Zaïre a proposé en vain plusieurs solutions aux Nations Unies et au HCR pour prouver sa bonne foi :

- le Zaïre a proposé une opération de séparation des ex-FAR et des Interhamwe par les forces de l'ONU dans le but de favoriser le retour libre des réfugiés civils dans leur pays ;
- le Zaïre a demandé l'envoi d'une force internationale pour assurer la sécurité dans les camps des réfugiés ainsi que dans les points sensibles de la frontière avec le Rwanda qui crée sans cesse au danger venant du Zaïre. Les Etats-Unis s'y opposèrent, et ce fut le silence complet dans le monde. Mais Mobutu décida l'envoi de 1 500 éléments de la DSP (Division Spéciale Présidentielle) pour parer au plus urgent ; le HCR a décerné à ces éléments un satisfecit pour leur travail qui ramena provisoirement le calme ;
- le HCR fut sollicité pour chercher d'autres terres d'asile pour les dirigeants politiques rwandais ;
- le Zaïre a sollicité en vain auprès de la communauté internationale son intervention pour la neutralisation des anciens militaires des FAR et des miliciens ;
- plus d'une fois, le président Mobutu et le gouvernement ont proposé que l'ONU crée des zones de sécurité à l'intérieur du Rwanda pour faciliter le retour des hutu modérés qui étaient terrorisés par les miliciens dans des camps ;
- en janvier 1995, au sommet régional des chefs d'Etat et de gouvernement à Nairobi, le Président Mobutu demanda au

Premier ministre Kengo qui avait pris part au sommet, de relancer sa proposition de créer des couloirs humanitaires, sous les auspices de l'ONU qui partiraient des frontières du Zaïre jusqu'à l'intérieur du territoire rwandais et qui faciliterait le retour volontaire des réfugiés ;

— lorsque le Président Mobutu posera la question au Secrétaire général des Nations Unies Boutros Boutros Ghali à New York sur le silence de la communauté internationale, et sur son silence personnel face à toutes les propositions du Zaïre pour résoudre ce problème épineux des réfugiés rwandais, Boutros Ghali lui répondit : « Mon cher ami, je vous dois toute la vérité : aucune puissance n'est disposée à sortir un sou pour une quelconque opération en Afrique ! C'est malheureux, mais c'est la réalité à laquelle je fais face : il n'y a pas d'argent pour l'Afrique. Certains pays africains sont prêts à donner des hommes, mais ils n'ont pas d'argent pour la logistique de l'opération. » A dire vrai, j'étais étonné de la déception qu'exprima le Président Mobutu devant la « révélation » du Secrétaire général de l'ONU.

Kagame connaissait bien toutes ces données et savait que le temps jouait en sa faveur. Il ne voulait pas de hutus au Rwanda. Alors, il multiplia les actes d'intimidation et de découragement, voire de provocation vis-à-vis du Zaïre, sans que cela n'émeuve l'opinion internationale : il y eut une série de massacres non moins importants des hutu à Kibeho, à Kinama et à l'île d'Iwawe ; il fut procédé à l'arrestation arbitraire de 600 hutus par semaines, parmi ceux qui rejoignaient le pays, tandis que la radio de Kigali annonçait avec fierté la détention de 60 000 « génocidaires » sans jugement !

Ainsi, devant cette démission qui frisait la complicité de la communauté internationale, et face aux effets dévastateurs de la présence des réfugiés rwandais dont la présence avait fait monter la tension au sein de la communauté zaïroise à l'extrême, le gouvernement Kengo, recourant à l'article 3Z de la résolution 2312

(22) du 14 septembre 1967, décidât d'expulser 16 000 réfugiés rwandais.

Voilà que tout d'un coup, la communauté internationale se réveille de son long sommeil pour crier au scandale ! Des messages de « recours à la sagesse et à la grandeur d'âme du Maréchal Mobutu » fusent de partout, de Washington, de l'ONU, du FCR, de l'Union européenne. Tout le monde demande au Maréchal de « tempérer et de modérer les agitations du gouvernement ».

J'ai beaucoup apprécié la réflexion du Président Mobutu devant ces messages flatteurs de la communauté internationale : « Même les Occidentaux n'ont pas de principes à respecter : quand il s'agit de m'abattre, ils clament très fort que je ne dois pas me mêler de la gestion du pays, c'est la prérogative du gouvernement, que je ne dois pas gêner les décisions du gouvernement ; mais lorsque leurs intérêts sont en jeu, il me demande de jouer au dictateur et de casser la décision du gouvernement ! » Sacrés Occidentaux !

Mais si le Maréchal a quand même opposé son veto à la décision du gouvernement de renvoyer de force les réfugiés rwandais chez eux, ce n'était pas tant pour qu'ils rentrent « dans l'honneur et la dignité », mais c'est parce que le Président Mobutu disposait des indices sûrs que cette opération allait fournir l'occasion à ceux qui avaient préparé l'invasion du Zaïre d'en profiter pour mettre leur plan diabolique à exécution. Ainsi, il préféra tenter de renforcer l'offensive diplomatique pour éviter une guerre dont il n'était pas sûr de sortir vainqueur.

Je fis plusieurs navettes entre le Président Mobutu et le Vice-président Kagame. Ce dialogue à distance entre les deux hommes agaçait le Maréchal qui voulait briser la glace en recevant personnellement l'homme fort de Kigali. Mais Museveni, qui connaissait le charisme et la force de persuasion de Mobutu, ne lui a jamais permis d'établir ce contact direct avec Kagame. Ce sont les services ougandais qui fournissaient au Vice-président rwandais les renseignements sur « les actions de déstabilisation de Mobutu contre le régime tutsi du Rwanda ». Kagame a tou-

jours gardé des liens très étroits avec les services de renseignements militaires ougandais qu'il a dirigés pendant quelques années après la prise du pouvoir par Yoweri Museveni à Kampala. Ce dernier savait que tout contact de Kagame avec Mobutu risquait de diminuer son influence personnelle sur son protégé. Ce qui compliquait davantage une situation déjà complexe et délicate.

Le Président Mobutu, en fin politicien, flaira vite le danger que représentait le duo Museveni-Kagame. Il le redoutait même. Il avait déployé tout ce dont il disposait comme réseau pour suivre de très près les faits et gestes des deux hommes. C'est ainsi que son inquiétude augmentait chaque jour. Les dispositions que prenait Kagame ne laissait aucun doute sur ses intentions. Ses déplacements en Afrique du Sud, en Israël et dans d'autres pays pour l'achat d'équipements militaires très sophistiqués ne laissent plus aucun doute sur l'imminence d'une action militaire contre le Zaïre.

De jeunes rwandais tutsis nés au Zaïre et en Ouganda dans les années quatre-vingt étaient recrutés pour une rapide formation dans les centres de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), notamment au Camp Gako (Bugesera), et celui de Bigogwe. Plus de 10 000 jeunes recrues furent formées en l'espace de trois mois seulement. La logistique était assurée par les Etats-Unis via l'Ouganda.

Les troupes rwandaises qui ont lancé l'offensive contre le Zaïre sont parties de ces camps. Nous en avons reçu la confirmation grâce aux anciens sous-officiers zaïrois qui avaient été enrutés par l'APR dans la vague pour servir d'éclaireurs, et dont certains furent appréhendés lors de leur infiltration dans la plaine de la Ruzizi. Et ce sont les unités des 5e, 7e et 15e bataillons qui ont participé aux premiers assauts pour la prise de Kamanyola, de Kiliba et de Bukavu, appuyées par les unités de la NRA. Elles constituaient ainsi un escadron spécial pour investir les deux kivu, et portait le nom de code de Suzuki.

Le renforcement du dispositif militaire de l'APR à la frontière fut un signe clair de l'imminence de l'attaque. De 17

bataillons qui étaient massés au début, Kagame passa à 22 bataillons, bien disposés dans des points stratégiques, le long de la frontière avec le Zaïre. C'est à cette même période qu'un fret « humanitaire » d'équipement militaire pour le compte de l'APR a été saisi à Goma, suite à une erreur de l'équipage qui s'est simplement trompé de coordonnées des deux aéroports de Goma et de Kigali.

La course au surarmement du Rwanda inquiéta beaucoup le Président Mobutu, d'autant plus que sur pression du lobby juif américain, l'embargo sur l'achat d'armes qui frappait le Rwanda fut levé, alors que le Zaïre fut maintenu dans sa situation d'embargo. Ce qui creusait dangereusement le fossé du déséquilibre militaire dans la région : l'Ouganda et le Rwanda, dont les intentions hostiles vis-à-vis du Zaïre de Mobutu n'étaient plus à démontrer, se dotaient chaque jour d'armes très sophistiquées en grande quantité, des bases américaines s'y installaient sans qu'on sache réellement leur raison d'être, tandis que le Zaïre, en proie à une crise interne multiforme due à la longue période de la transition, était fermement maintenu sous embargo !

Cette situation était injuste et inadmissible pour le Maréchal. Il en fit part aux ambassadeurs des pays occidentaux accrédités auprès de lui, ainsi qu'à l'ambassadeur de l'Union soviétique et à celui de l'ONU pour les problèmes des pays des Grands Lacs, Mohamed Sahnoun. Le Président me demanda également de voir le Président Mandela pour lui expliquer le danger que représentait pour la région centrale d'Afrique, et particulièrement pour le Zaïre, la vente d'armes au Rwanda par l'Afrique du Sud. J'expliquais à Nelson Mandela puis à Thabo Mbeki les détails des préparatifs rwando-ougandais de l'attaque du Zaïre. Le Vice-président Mbeki me téléphona le lendemain de mon audience pour m'informer de la décision du gouvernement sud-africain de bloquer la livraison d'armes au Rwanda. Une importante quantité d'armes se trouvait déjà dans des avions cargo, en passe d'être livrée au gouvernement de Kigali. Lorsque je lui communiquai au téléphone la décision des autorités sud-africaines, le Président

Mobutu apprécia hautement le geste. Il me demanda de leur transmettre de vive voix ses remerciements, avant de quitter leur pays. Ce que je fis.

Le Maréchal Mobutu a beaucoup souffert moralement de ce qu'il considérait comme « une ingratitude et une trahison du gouvernement israélien et du lobby juif américain », pour leur soutien inconditionnel à Kagame contre son régime. Lui qui a risqué sa vie en décidant, avant tous les pays africains, de renouer les relations diplomatiques avec Israël en 1982, s'attirant ainsi le mépris du monde arabe, Khadafi en tête, qui cherchèrent à l'éliminer physiquement. Mais le monde avait beaucoup bougé entre temps et les intérêts avaient changé de camp. « C'est que la plupart des hommes, quand on les oblige, voudraient qu'on ne leur rende presque pas, et le prix du service qu'on leur rend, et l'étendue de l'obligation qu'ils en ont ; ils voudraient qu'on fût bon sans être délaissé ; cela conviendrait mieux à leur ingrate délicatesse, et c'est ce qu'ils ne trouvent pas dans quiconque a beaucoup d'esprit » (André Malraux, La vie de Marianne).

Devant « cette injustice internationale » qui fermait les yeux sur la mauvaise foi du Rwanda, et s'acharnait uniquement sur le Zaïre, le Président Mobutu crut trouver une planche de salut dans l'initiative de l'ancien président des Etats-Unis Jimmy Carter. Il était convaincu que c'était la seule voie pour lui de faire entendre raison à la communauté internationale. C'est ainsi qu'il s'investit à fond dans les rencontres des pays des Grands Lacs qui se sont tenues au Caire et en Tunisie, en plus des rencontres personnelles qu'il a eues avec le président Jimmy Carter à Gbadolite, à New York, à Genève et dans sa villa privée de Marbella au Portugal.

Mais rien de tout cela ne pouvait arrêter Kagame et les siens, dont les objectifs politiques de cette guerre n'était plus un mystère pour personne. Le Président rwandais Pasteur Bizimungu donna le ton lorsqu'il déclara publiquement, après l'attaque du Zaïre par l'APR à partir de Cyangungu, que le Rwanda allait remettre en question le traité de Berlin II. C'est le tollé de protestation que souleva cette déclaration en Afrique et dans le

monde qui obligea le Vice-président Kagame à « renier » son Président dans un autre « démenti ». Mais le ministre rwandais des Affaires étrangères, Anastase Gasana, reviendra à la charge dans une autre déclaration plus « nuancée » pour affirmer que « le Rwanda fera tout pour récupérer les terres ayant appartenu au Rwanda ancien ».

Mgr Munzihirwa Mwene Ngebabo, archevêque de Bukavu, qui était au courant des détails des secrets de ce plan d'annexion conçu par l'Ouganda et le Rwanda, et qui avait envoyé un document confidentiel très détaillé au Président Mobutu pour le prévenir, paya de sa vie pour son courage lorsqu'il révéla, le 22 octobre 1996, dans un sermon à l'église, une partie du plan d'action des Rwandais. Il dénonça le montage du prétexte de la guerre des prétendus Banyamulenge qui parlaient anglais, alors que les vrais Banyamulenge zairois censés être à l'origine de la guerre parlent plutôt le français, la langue officielle du pays. Il révéla que les faux Banyamulenge qui font réellement la guerre, « viennent à peine de s'installer dans la région du Kivu, à des endroits stratégiques, et y déterrent des armes depuis longtemps cachées sous le sol, dans les villages où résident des simples vrais Banyamulenge illettrés. Ce qui les rend complices des envahisseurs malgré eux, aux yeux des autorités et des populations zairoises. »

Les visées annexionnistes des autorités rwandaises n'étaient plus un mystère pour tout observateur averti. Le refus du président Pasteur Bizimungu de signer l'accord de non-agression lors du sommet de l'OUA à Yaoundé au Cameroun, a été une illustration éclatante des intentions belliqueuses du Rwanda à l'égard du Zaïre.

Toutes ces données dont nous disposions, et qui montraient l'ampleur du danger d'une confrontation militaire, avaient conduit le Président Mobutu, après une longue analyse que mes services lui avaient faite, à lever l'option d'une offensive diplomatique à titre préventif. En effet, nous avions fait une évaluation générale de la situation qui nous avait conduit à opter pour

cette solution diplomatique, pour les raisons suivantes : le Rwanda et l'Ouganda bénéficiaient d'un appui matériel et diplomatique des Etats-Unis dans leurs intentions de déstabiliser le régime de Mobutu ; le surarmement du Rwanda et de l'Ouganda avait renversé le rapport des forces dans les pays de la région, en défaveur du Zaïre ; l'indifférence de la communauté internationale à faire pression sur le Rwanda pour accepter le retour des réfugiés, et son acharnement à condamner le Zaïre d'héberger et d'abriter les éléments des ex-FAR mettaient Mobutu en position de faiblesse sur le plan de l'opinion internationale, chauffée à blanc par la presse à sensation. Le Zaïre était en fait victime de l'hypocrisie de la communauté internationale, en mal de repentance et de déculpabilisation, à cause de sa complicité dans le génocide des tutsi au Rwanda en 1994. Celle-ci fermait ainsi pudiquement les yeux sur toutes les intentions dangereuses, sur tous les caprices et les sautes d'humeur de Kagame, qui entendait bien profiter de l'état de grâce que lui offrait cette conjoncture internationale.

La tension des autorités zairoises originaires de la région de l'Est occupée et dévastée par les réfugiés rwandais, présageait d'une explosion qu'attendaient exploiter le duo Museveni-Kagame. Et c'est exactement ce qui arriva. Une armée zairoise vidée de toute substance, rongée par la grogne des troupes impayées et mal encadrées par des généraux accaparés par la course à l'enrichissement pour le pouvoir, était loin de pouvoir faire face à une armada constituée par les armées des deux pays voisins, fortement soutenus par une superpuissance. A ce moment-là, nous n'avions pas encore de renseignements sur l'implication du Burundi, de l'Angola, de l'Erythrée et de la Zambie. Ces pays sont entrés dans la danse au fil de la progression de la guerre. Mais nous savions que l'Angola était associé aux préparatifs et avait déjà mobilisé ses troupes pour intervenir dès que la guerre aurait atteint un niveau bien précis. C'est après la chute de la ville d'Isiro que l'Angola a pris la relève de l'Ouganda, pour progresser vers Kisangani.

Le malheur voulut que cette analyse ne rencontra pas celle des membres du gouvernement Kengo et celle des membres du HCR/PT (Haut Conseil de la République / Parlement de Transition) dont les esprits étaient surchauffés par les représentants de l'Est du pays qui traitaient ce problème plus avec la passion qu'avec la raison. Il y eut aussi une absence criante de la circulation de l'information entre les responsables des différentes institutions de la République.

Cette situation sera pour beaucoup, nous le verrons plus loin, due aux balbutiements et à la cacophonie qui a caractérisé la gestion du début de la guerre par le gouvernement, et qui a favorisé le pourrissement d'une situation qui était pourtant facilement maîtrisable.

Les renseignements nous indiquaient que la vaste machine du réseau tutsi au Zaïre s'était mise en marche pour la réalisation du « grand projet ». Ce redoutable réseau avait été installé depuis des dizaines d'années par le tout puissant Barthélémy Bisengimana, à tous les niveaux des appareils de l'Etat zaïrois, et dans tous les secteurs de la vie nationale. Des hirondelles tutsi étaient des « deuxièmes bureaux » (expression zaïroise pour désigner les maîtresses) de près de la moitié des autorités civiles et militaires du pays ! Le noyautage des structures officielles de l'Etat et des hommes était profond.

Kagame n'aurait manqué pour rien au monde une telle aubaine. Toutes les circonstances lui étaient favorables pour atteindre ses doubles objectifs longtemps rêvés. Ainsi, il redoubla d'arrogance et de provocation, sachant que ce faisant, il exacerbait les autorités politico-administratives originaires du Kivu, et mettait ainsi le feu aux poudres.

Mais Kagame aurait dû se souvenir des paroles sages de Blaise Pascal dans la 13^e Lettre de ses Provinciales : « Tous les efforts de la violence ne peuvent affaiblir le vérité, et ne servent qu'à la relever davantage. Toutes les lumières de la vérité ne peuvent rien pour arrêter la violence, et ne peuvent que l'irriter encore plus. » Aujourd'hui, Kagame est confronté aux conséquences

de cette dure vérité. Pour prévenir la suite de son action, le Vice-président rwandais prenait du plaisir à répéter cyniquement à l'ambassadeur Aldo Ajello, à l'intention de la communauté internationale qu'il savait pertinemment impuissante et complice : « La communauté internationale est incapable de résoudre le problème des ex-FAR parmi les réfugiés rwandais basés au Zaïre. Mais le faire à ma façon ». Et il l'a fait, à sa façon, telle que programmée à l'avance avec Museveni et ceux qui les ont armés et entraînés.

*« Il y a six choses que hait l'Éternel,
Et même sept qu'il a en horreur :
Les yeux hautains, la langue menteuse
Les mains qui répandent le sang innocent
Le cœur qui médite des projets iniques
Les pieds qui se hâtent de courir au mal
Le faux témoin qui dit des mensonges
Et celui qui excite des querelles entre frères »*
Proverbes (6, 16-19)